



Syrie : Interview du Président Al-Assad avec un représentant des médias turcs.

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 04 juillet 2012

shukumaku.com 4 juillet 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Voir également :



[L'interview du président al-Assad au journal turc Cumhuriyet](#)

- 2012-07-06

Le Quotidien turc « Cumhuriyet » a publié le 3 juillet 2012 une partie d'une interview accordée par le Président Bachar al-Assad qui s'est exprimé sur les événements en Syrie et leurs développements régionaux et internationaux. D'après « Shukumaku », cinq quotidiens turcs... avaient sollicité cet entretien accepté par les autorités syriennes compétentes, mais quatre d'entre eux n'ont pas été en mesure de se rendre en Syrie pour y participer ; le Directeur du Bureau du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan leur ayant demandé de s'abstenir. D'après Syria-politic [1], la BBC serait pratiquement le seul média à ne pas avoir plus ou moins mésinterprété le sens des paroles du Président syrien en ce même jour [NdT].

Monsieur le Président, est-ce que les relations tendues entre la Syrie et la Turquie, notamment depuis qu'un avion turc a été abattu, pourraient mener à une « chaude » confrontation entre nos deux pays, comme semble le croire les dirigeants turcs ?

Nous vivons une étape que je considère historique. Une multitude d'événements et de développements sont en train de dessiner la carte de toute une région. À mon avis, cette étape est probablement comparable à celle qui a eu lieu, il y a cent ans, lorsque l'Empire Ottoman a reculé et que le Khalifat est tombé, avec la discorde entre les Arabes et les Turcs qui a suivi. Ces douze dernières années, et depuis la première visite du Président Sezer en Syrie, nous n'avons eu de cesse de changer cette image héritée du passé, et même de l'effacer totalement de l'esprit des Arabes. Nous avons toujours dit que l'époque de ces litiges révolus nous a beaucoup et utilement appris.

Les Arabes ont perdu... les Turcs ont perdu... il n'est donc pas raisonnable que, tout d'un coup, nous reprenne l'envie de revenir à ce stade pour que vous et nous perdions de nouveau ! Depuis un an et 3 mois, autrement dit, depuis le début de la crise en Syrie, nous avons travaillé dans plusieurs directions à la fois... la première pour résoudre la crise et faire face aux terroristes ; la deuxième pour tenter de conserver la relation que nous avons réussi à construire avec la Turquie, alors que chacun des pas et des discours de l'actuel gouvernement turc s'évertuent visiblement à la saper... Je peux dire qu'ils sont arrivés à

détruire la plus grande partie de l'édifice que nous avons bâti, mais les fondations sont restées, et ces fondations sont les relations entre les deux peuples.

C'est pourquoi et en réponse à votre question, je tiens à dire qu'en Syrie nous continuerons à travailler dur pour que les choses n'en arrivent pas à la confrontation, une confrontation perdante pour la Syrie, et pour la Turquie. Je vois bien que la Turquie se dirige dans le sens inverse, mais seulement au niveau de son gouvernement, non au niveau de son peuple. Le peuple turc est conscient et ne permettra pas, comme nous ne permettrons pas, d'en arriver là. Il sait que ce gouvernement veut l'entraîner vers la confrontation pour des intérêts particuliers et non pour des intérêts nationaux.

Monsieur le Président, maintenant que vous avez dit que vous ne laisserez pas les choses aller dans le sens de la confrontation, quelle est la position syrienne sur l'avion turc abattu... et les déclarations du gouvernement et de l'Etat turcs disant qu'il l'a été délibérément et conformément aux instructions directes du Président Al-Assad ?

Étaient-ils en ma présence à ce moment précis ? C'est ridicule... il faut rester logique. Nous sommes face à deux versions : soit nous avons abattu cet avion délibérément, comme ils le prétendent ; soit nous l'avons abattu en dehors des eaux territoriales par erreur, si erreur il y a ! Si nous l'avons abattu par erreur en dehors de nos eaux territoriales, nous n'aurions pas de problème pour le reconnaître et présenter nos excuses officielles ; ce dont le peuple turc sera juge. En revanche, si nous l'avons délibérément abattu, la question logique serait de savoir quel serait l'intérêt de la Syrie à ce faire. Détesterions-nous le peuple turc au point de lui adresser un message en ce sens ? Ce n'est pas vrai parce que, ces dernières années, ce peuple a répondu à notre amitié par autant d'amitié et que, dans sa grande majorité, il ne croit pas aux allégations avancées par le gouvernement Erdogan depuis le début de la crise... Avons-nous cherché à asséner un coup à l'armée turque ? Pourquoi faire, alors qu'elle n'a commis aucun acte d'agression à notre égard ?

En réalité, l'avion a été abattu par le plus petit des canons utilisés en défense anti-aérienne dont la portée est de 2,5 kms au maximum, et il est très difficile pour des canons anti-aériens d'abattre un avion de combat s'il ne vole pas très bas. Par conséquent, le fait que cet avion ait été abattu par une telle arme signifie qu'il se situait à moins de 2,5 kms des côtes et à basse altitude. En temps normal et en temps de paix, lorsqu'un avion ami de n'importe quel pays du monde se pointe de la sorte vous ne le descendez pas, à plus forte raison s'il s'agit de l'avion d'un pays voisin comme la Turquie ! Mais nous sommes un pays en guerre et dans ces conditions lorsque vous ne pouvez identifier l'avion qui arrive, vous supposez qu'il s'agit d'un avion ennemi ; d'autant plus que lorsqu'il est descendu en altitude, il n'était pas visible sur les radars syriens.

Nous avons donc descendu un avion non identifié, et ce n'est que lorsque la Turquie a annoncé la disparition de l'un de ses avions que nous avons supposé qu'il pouvait s'agir d'un avion turc. Nous avons contacté le côté turc, alors qu'il ne s'est manifesté d'aucune façon et que les communications directes entre nos deux armées sont totalement interrompues sur décision des autorités turques. C'est donc le côté syrien qui a contacté le ministère turc des Affaires étrangères, qui a mis quelques heures à répondre... Les bateaux de sauvetage ont été envoyés... Et bien sûr, une coopération syro-turque s'est établie pour porter secours aux pilotes... Cependant, ce qui n'a pas été dit, c'est que l'avion volait dans un couloir aérien emprunté maintes fois par l'aviation israélienne pour violer notre espace. Donc, en de pareilles circonstances et vu la vitesse, le trajet, et la basse

altitude, tout militaire syrien pressent qu'il peut s'agir d'un avion ennemi et agit en conséquence. Je répète et j'affirme que, du côté syrien, l'avion n'était pas identifié avant d'être abattu.

Monsieur le Président, pourquoi n'y a-t-il pas eu de sommation ?

Pour cela, il aurait fallu que l'avion apparaisse sur le radar, mais le soldat derrière son canon ne dispose pas de mécanismes d'alerte. Ses instructions sont telles qu'en pareil cas, il doit tirer. C'est la règle... il tire sans se référer à son commandement, car c'est une affaire de secondes.

À aucun moment, cet avion n'a été repéré par les radars syriens ?

Peut-être l'a-t-il été quand il se trouvait en haute altitude et à l'extérieur des eaux territoriales... Mais dans les eaux territoriales, la question est toute autre. Tout le monde sait que nous parlons ici d'une distance de 20 kms normalement parcourue en une minute ou moins, et qu'en basse altitude un avion échappe aux radars. La preuve en est que lorsque les avions israéliens ont pénétré notre espace pour nous bombarder en 2007, ils ont échappé à nos radars... Plus important encore, il n'y a pas de missiles de défense anti-aérienne pouvant atteindre les limites de nos eaux territoriales dans cette zone. Ce sont là des mensonges lancés par certains responsables turcs.

L'armée turque a parlé de communications entre responsables des radars syriens ayant trait à l'attaque de l'avion turc... Elle a appelé tous les États possédant des dispositifs d'écoute, des satellites, et des bases militaires dans la région, Chypre en particulier, à publier ce qu'ils auraient enregistré.

Qu'ils publient donc ! Mais ils mentent... Nous avons abattu un avion resté non identifié jusqu'à ce que la Turquie l'annonce, et je répète et insiste pour que ceux-là répondent à ma question : où est l'intérêt de la Syrie pour abattre un avion turc ? Ils n'ont pas la réponse, alors que jusqu'ici nous avons refusé de traiter le sujet comme un avion destiné à violer notre espace aérien... en cet instant précis, nous voulons toujours en rester à une hypothèse de bonne foi ... une erreur du pilote... peut-être... un accident !

Monsieur le Président, qu'avez-vous ressenti lorsque vous avez été informé qu'un avion turc avait été abattu ?

Sur le plan psychologique, le peuple turc est un peuple ami et il est évident que vous ne pouvez pas être heureux d'avoir abattu un avion, à moins que ce ne soit celui d'un ennemi. Pour nous, l'ennemi est israélien... En revanche, nous avons bien ressenti que Mr Erdogan et son gouvernement voulaient exploiter la situation pour des bénéfices qu'ils n'ont pas été en mesure de récolter cette dernière année. En quinze mois, ils n'ont pas réussi à mobiliser le peuple turc contre nous... ils ont donc tenté d'utiliser ce sujet pour transférer l'hostilité entre deux gouvernements à deux peuples. C'est grave !

Monsieur le Président, vous venez d'expliquer à la rue turque que cet avion n'a pas été abattu délibérément et que l'interprétation qui en a été donnée est différente. Mais deux jeunes pilotes sont morts et sont donc les victimes, qu'ils aient été envoyés délibérément ou non... que dites-vous aux familles de ces deux officiers, en sachant que l'un d'eux se préparait à rejoindre une mission dans l'espace ?

Abstraction faite des politiques de Mr Erdogan qui n'a infligé au peuple syrien que blessures et destructions, et abstraction faite de son gouvernement qui ne lui a souhaité que la mort... nous, nous ne souhaitons que le bien pour le peuple turc. C'est un peuple ami et, pour nous, la mort d'un citoyen turc signifie la mort d'un frère. Nous présentons nos sincères condoléances aux familles et exprimons notre estime à ce père du pilote que nous avons entendu dire à Erdogan : « c'est mon fils qui a été tué et nous ne voulons pas que sa mort soit exploitée pour aller à la guerre » ! C'est un comportement honorable qui mérite le respect... il est certain que nous partageons leur sentiment... et puisque nous sommes frères, nous ressentons la perte de n'importe quel turc comme la perte de n'importe quel syrien. Ceci, je le répète, abstraction faite des politiques de Mr Erdogan.

Auriez-vous souhaité qu'une telle chose ne soit pas arrivée ?

Nous ne souhaitons pas qu'une telle chose arrive à tout avion non hostile et non seulement à un avion turc. Ceci dit, n'importe quel avion et même un avion syrien serait considéré comme un avion ennemi dans les mêmes circonstances ! Ce ne sont pas là des règles politiques mais des règles militaires, et je pense qu'elles sont suivies dans la plupart des pays du monde.

Monsieur le Président, quel serait votre commentaire au fait que ces deux pilotes décédés ne faisaient partie ni du gouvernement ni de l'Etat turcs... malgré notre considération pour vos sentiments envers eux, leurs familles, et le peuple turc?

C'est normal... mais ces deux pilotes font partie de l'armée, et ce que vous sous-entendez est censé passer par une relation directe entre nos deux institutions militaires, relation totalement interrompue alors qu'en l'occurrence, elles étaient censées communiquer directement. Ce ne fut pas le cas !

Relation interrompue dans ce seul cas ?

Non... la relation est interrompue depuis plus de six mois par décision du gouvernement turc et plus précisément depuis les modifications survenues au sein de l'armée turque. Vous savez bien qu'entre pays voisins, certains événements semblables ou totalement différents nécessitent une coordination directe entre les forces armées. Or, nous ne disposons actuellement d'aucun annuaire à utiliser en cas d'urgence. Quand nous avons soulevé la question auprès de l'attaché militaire turc, il nous a été répondu que nous devons le contacter par le biais du gouvernement. Ce n'est pas très pratique, mais c'est une décision prise du côté turc, non du côté syrien.

Monsieur le Président, le côté turc prétend que son point fort réside dans le fait que c'était un avion de reconnaissance ne disposant d'aucune arme ou protection... pourquoi a-t-il été abattu ?

Les règles militaires ne sont pas liées au type d'avion, à sa mission ou à son armement. Le guerrier ou le soldat derrière la DCA ne sait pas s'il s'agit d'un avion de reconnaissance ou de combat, équipé ou non de missiles... entré par erreur ou pour hostilité... Il ne peut apprécier, mais votre question entraîne une autre : pourquoi ne nous ont-ils pas prévenu que leur avion allait s'approcher de l'espace aérien syrien ? S'il y avait eu coordination entre nos deux armées, nous aurions été au courant des exercices en cours et nous aurions plus facilement estimé la situation... Le côté turc doit dire publiquement ce que faisait cet avion dans l'espace aérien syrien bien que nous ne l'exigions pas, considérant l'incident comme

un accident !

Le gouvernement turc voit désormais le gouvernement et le régime syriens comme un ennemi et, suite à cette crise récente, il a commencé à masser ses troupes à la frontière syrienne, comment voyez-vous la Turquie et quelle est votre réponse à ces agissements ?

Les deux pires phases qui ont traversé l'Histoire des relations syro-turques ont eu lieu en 1998 lorsque la Turquie a massé son armée à nos frontières et dans les années cinquante, en 1955 je crois, au moment du « Pacte de Bagdad » ; cependant, nous n'avons pas vu la Turquie comme un ennemi. Il est donc évident que nous ne la verrons pas comme un ennemi ni aujourd'hui, ni demain, même si nous sommes en désaccord entre gouvernements. Pour qu'il y ait hostilités entre la Syrie et la Turquie, il faudrait qu'il y ait hostilités entre les deux peuples... L'hostilité entre les gouvernements n'est pas suffisante et c'est pourquoi il n'y a pas de troupes syriennes qui se dirigent vers la Turquie.

En Turquie, il se dit que de nouvelles règles d'affrontement feraient que n'importe quel avion ou tank syriens qui s'approcheraient de la frontière turque seraient attaqués... Qu'en dites-vous ?

Aucun État n'a le droit de tirer que s'il y a violation de son territoire par un autre État.

Supposons qu'il y ait ciblage d'un tank ou d'un avion syriens...

C'est une question hypothétique. Nous ne voulons pas que les choses aillent dans ce sens entre la Syrie et la Turquie... Et, s'ils ciblent n'importe quel engin à l'intérieur des frontières syriennes, ce sera une agression contre la Syrie.

Comment évaluez-vous la Conférence de Genève... et, en particulier, les points soulignés par Mr Kofi Annan ?

Nous n'en avons pas encore discuté directement avec Mr Kofi Annan ou avec le côté russe. Néanmoins, certains points nous ont semblé très clairs dans les déclarations de Mr Annan et du ministre russe des Affaires étrangères, Mr Lavrov. Le premier : c'est au peuple syrien de décider et c'est la position syrienne ... Le deuxième : il faut commencer par l'arrêt des violences et c'est la position syrienne ... Le troisième : il faut désarmer les bandes armées et c'est la position syrienne... Comme l'a dit Mr Annan, les mains tâchées du sang syrien ne se trouvent pas seulement en Syrie mais aussi à l'étranger, ce qui confirme le rôle d'autres pays qui sont impliqués... Ces points sont essentiels pour nous, le plus important et celui sur lequel nous ne céderons pas est que toute prise de décision émane de l'intérieur de la Syrie, non de l'extérieur !

Y a t-il des paroles qui vous auraient déplu dans les déclarations de Mr Annan à Genève ?

Tant qu'il n'y a pas atteinte à la souveraineté syrienne, tout le reste est discutable... Tout ce qui porte atteinte à cette souveraineté nous déplaît... Hier, Mr Annan a dit que tout relève du peuple syrien et cela nous satisfait.

Monsieur le Président, je ne sais si vous avez suivi la conférence de presse de Mme Clinton qui a dit avoir compris des déclarations de Mr Annan que le président Assad devait s'en aller... Comment comprenez-vous ces mots ?

Tout d'abord, pour nous les paroles des responsables étatsuniens ne sont généralement d'aucune crédibilité ; ensuite, les prises de position des États-Unis sont fondamentalement hostiles à la Syrie depuis le début de la crise dont ils sont partie prenante, en plus de leur soutien évident aux terroristes. C'est pourquoi, nous ne nous sentons nullement concernés par les déclarations de tel ou tel responsable étatsunien au cours de cette crise.

Ce qui nous importe c'est comment vous comprenez ce qu'a dit Mr Annan, non ce qu'a dit Mme Clinton ou Mr Lavrov... comment vous comprenez la conclusion de la Conférence de Genève ?

Nous, ce qui nous importe principalement est que la décision revienne au peuple syrien. C'est ce qu'il nous importe de comprendre et ce qui nous intéresse... le respect de notre souveraineté et la non-ingérence dans nos affaires intérieures.

À cette Conférence ont été abordées les questions de la transition du pouvoir avec ou sans le Président Al-Assad et celles des exigences régionales et internationales pour achever le processus de réforme... quelle est votre position à ce sujet ?

Les réformes n'ont rien à voir avec le régional ou l'international. Nous n'acceptons aucun diktat imposé de l'extérieur et tout se décide en interne. Si j'avais été personnellement intéressé par un poste, j'aurais exécuté les diktats des États-Unis et les exigences des pétrodollars... j'aurais vendu mes positions et mes principes au pétro-dollar... et surtout, j'aurais accepté la mise en place d'un bouclier anti-missiles en Syrie.

Si les circonstances exigeaient que vous abandonniez votre poste pour sauver votre peuple et la Syrie... le feriez-vous ?

Si le départ d'un Président réalise l'intérêt de son pays, il est naturel qu'il parte... c'est évident. Il n'est pas concevable de rester un seul jour de plus si telle n'est pas la volonté du peuple et c'est les élections qui en décident.

Devons-nous comprendre que vous ne pensez pas rester en poste ad vitam aeternam ?

Je vous ai déjà dit que ce qui m'intéresse est ce que je construis, non le poste que j'occupe. Pour moi, l'important est de construire !

Dr Bachar al-Assad

Président de la République Arabe Syrienne

03/07/2012

Article original : Shukumaku

<http://www.shukumaku.com/Content.php?id=48985>

Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

[1] بي بي سي تنفرد بـ «عدم تزوير» ترجمة حوار صحيفة تركية مع الأسد [1]

<http://syria-politic.com/ar/Default.aspx?subject=806>

Articles Par : [**DR Bachar al-Assad**](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca